

# RENCONTRE INTER- RESEAU DE LA SOCIETE CIVILE TCHADIENNE

## DECLARATION DE MOUNDOU

Nous, membres des organisations de la société civile oeuvrant dans le suivi des industries extractives réunis en rencontre inter réseau sur la redynamisation du tissu associatif, sommes conscients de l'importance des ressources naturelles dans le développement de notre pays.

**Constatons** quelques avancées dans la question des industries extractives au Tchad notamment

- L'exploitation des ressources naturelles au Tchad comme source additionnelles des ressources de l'Etat.
- La création de la raffinerie est une opportunité à la résolution de la crise énergétique
- L'adhésion du Tchad à l'ITE marque une volonté politique de bonne gouvernance
- L'adoption de la loi DODD & FRANK américaine est une opportunité de nouvelles règles de transparence,
- L'intérêt que accorde le Chef de l'Etat, Président de la République du Tchad à travers son quinquennat 2011-2016 dédié au monde rural

**Exprimons** cependant quelques préoccupations :

- La non réalisation préalable des Etudes d'Impact Environnementales dans certains nouveaux bassins pétroliers et les zones minières
- La non obligation de l'application des directives environnementales et sociales de la BM sur l'environnement à toutes les industries extractives
- La non obligation de l'application de certaines de la loi nationales sur l'environnement ;
- Le problème récurrent de la mauvaise compensation sur le terrain
- L'accapement des terres cultivables au profit des activités des Industries Extractives
- densification des puits pétroliers(Doba)
- La pression foncière en zone de production pétrolière et minière
- Le manque ou l'absence de suivi environnemental technique par les institutions de l'Etat
- Le problème de corruption dans la passation des marchés liés à l'utilisation des revenus pétroliers
- L'absence de transparence dans l'octroi des nouveaux contrats pétroliers et titres miniers
- La lenteur de mise en œuvre totale de l'ITE
- La lenteur du processus de décentralisation (exclusion du monde rural : élections locales dans les principaux centres urbains au détriment des communautés rurales)

**conscients** des enjeux et tenant compte de ces sujets de préoccupations, Nous, femmes, jeunes, hommes engagés au sein des organisations et des réseaux, La gestion saine, transparente et une redistribution équitable des richesses nationales; **Aspirons** à une société de paix, de justice économique, sociale et environnementale, d'équité et d'honnêteté sommes résolus à :

- contribuer à la gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- promouvoir le respect de la dignité humaine de la population tchadienne ;
- Eveiller les consciences des citoyens
- ) uvrer pour une exploitation et gestion des ressources extractives respectueuse de l'environnement, des droits des communautés riveraines, des travailleurs et de la population tchadienne, dans l'optique du développement durable.
- Assurer le monitoring des activités des IE en vue du respect des normes et lois nationales et internationales en matière de responsabilité sociales des compagnies extractives
- Faire le plaidoyer pour une transparence dans la gestion des ressources ;
- Assurer la viabilité des réseaux pour une redynamisation de la société civile

**Invitons** les autres parties prenantes à savoir le Gouvernement de la République du Tchad, les compagnies extractives, les Partenaires au Développement à consentir et à prendre des mesures idoines pour donner suite aux sujets de ces préoccupations énumérées.

Fait à Moundou, le 16 juillet 2011

Les participants